

**Conseil de Paris**  
*Séance des 7 et 8 juin 2010*

**Vœu de Gauthier CARON-THIBAUT et des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au plan d'action présenté par le Ministère de l'Intérieur en faveur de la sécurité des personnes âgées**

Considérant que le 17 mai dernier, Brice Hortefeux, a déclaré le lancement d'un plan d'action en faveur de la sécurité des personnes âgées, une initiative, que l'on peut saluer dans la mesure où les seniors sont en effet une cible privilégiée pour les agresseurs et autres escrocs.

Considérant qu'une des mesures de ce plan, l'"opération tranquillité seniors", pose deux difficultés : sur la forme d'abord, puisque "Tranquillité seniors" est le nom d'un service proposé par la Ville de Paris depuis très longtemps, consistant à accompagner les personnes âgées à la banque, afin de leur offrir une présence rassurante dans leurs opérations de retrait d'argent ; sur le fond également, car si on ne peut que se réjouir qu'enfin, le gouvernement propose des actions destinées aux seniors, force est de constater, une fois de plus, qu'en réalité, les collectivités sont les premières sollicitées : en effet, l'"opération tranquillité seniors", telle que décrite par M. Hortefeux, s'appuiera sur les fichiers "canicule" des communes pour identifier les seniors isolés ou vulnérables, ce dispositif étant sous l'autorité de la Préfecture de Police ; il est ensuite prévu de sensibiliser les seniors via les clubs du 3ème âge par exemple, et de sensibiliser ceux qui au quotidien sont à leur contact : services sociaux, associations d'aide à domicile, postiers...

Considérant que Monsieur Hortefeux devrait savoir que Paris n'a pas attendu pour nouer autour des seniors des réseaux de proximité solidaires qui peuvent les informer, les conseiller : les commerçants solidaires sont de plus en plus nombreux, et veillent sur les seniors comme sur les autres générations.

Considérant qu'alors qu'il développe la 2ème mesure de son plan, "l'information et la sensibilisation aux gestes et attitudes qui permettront aux aînés de vivre plus en sécurité dans leur vie quotidienne", M. Hortefeux dit souhaiter que "les collectivités territoriales s'impliquent elles aussi car elles peuvent faire le lien entre les seniors les plus isolés et les services publics",

Considérant que le Ministère de l'Intérieur oublie ainsi le travail de terrain accompli au quotidien par la municipalité et par le département au profit des seniors et méconnaît les compétences municipales et départementales dans le domaine des seniors,

Considérant que le Département a engagé des frais pour le financement de l'APA, qui attendent toujours la compensation de l'Etat dans le cadre de la décentralisation,

Considérant que ce plan présente certes un calendrier rapide avec une mise en œuvre de ces mesures au 1er juillet, mais sans prévoir de moyens, faisant craindre qu'une fois de plus, les collectivités soient sollicitées sur le plan financier. Le Ministre parle d'une vigilance accrue de la part des policiers et des gendarmes, mais il n'est nulle part fait mention de moyens humains supplémentaires, moyens qui seraient profitables à tous.

**Su proposition de Gauthier CARON-THIBAUT et des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le Conseil de Paris émet le vœu que ce plan, s'il est mis en œuvre, soit accompagné des moyens humains et financiers nécessaires, afin de montrer l'implication du gouvernement sur cette cause, au-delà d'une déclaration de principe.**